

**Séance du Conseil général du 10 décembre 2012
à 20 heures à la salle polyvalente de la Fondation Gentit**

Président : M. Robert Claude, Président du Conseil général

Secrétaire : M. Claude Gagnebin, Secrétaire-caissier communal

Prise du procès-verbal : Mme Marlyse Jobin, employée communale

1. Appel

Le Président souhaite la bienvenue aux Conseillers communaux, aux Conseillers généraux, salue le public et plus spécialement les futurs membres du Conseil général qui entreront en fonction dès le 1^{er} janvier, les représentants de la presse et Monsieur Jean-Bernard Queloz qui présentera le point 5 de l'ordre du jour. Suite au décès de Madame Thérèse Jobin, maman de Germain, Monsieur Robert Claude demande aux personnes présentes de se lever et d'observer une minute de silence en sa mémoire. Conformément à l'art. 18 du règlement du Conseil général, Monsieur Robert Claude procède à l'appel nominatif des Conseillers généraux. 18 Conseillers généraux sont présents à la séance de ce soir qui est donc déclarée ouverte et valable.

Messieurs Jacky Epitoux et Marcel Humair sont excusés.

Pour le Conseil communal, Monsieur Nusret Berisha est excusé.

Monsieur Denis Mertenat arrivera en retard et sera le 19^{ème} Conseiller général présent.

La séance de ce soir a été convoquée :

- Par publication dans le Journal Officiel de la République et Canton du Jura no 41 du 21 novembre 2012
- Par convocation à domicile
- Par affichage public

L'ordre du jour est le suivant :

1. Appel
2. Procès-verbaux des séances du Conseil général des 26 juin 2012 et 2 juillet 2012
3. Communications
4. Questions orales
5. a) Discuter et approuver un crédit de Fr. 561'000.00 en guise de contribution communale au projet de Syndicat de chemins II en constitution ainsi que son financement
b) Donner au Conseil communal la compétence de ratifier le décompte de cet investissement
6. Budget 2013
Fixation de la quotité d'impôts et autres taxes
Discuter et approuver le budget de fonctionnement 2013
Donner connaissance du budget des investissements 2013
7. Prendre connaissance, éventuellement préavisier l'initiative concernant l'instauration d'un moratoire de 10 ans sur la construction d'éoliennes sur le territoire de la Commune des Bois
8. Traitement de l'interpellation no 1 émanant du groupe PCSI intitulée « Bilan du

Monsieur le Président, Robert Claude : j'ouvre la discussion concernant l'ordre du jour.

Monsieur Blaise Willemin : après consultation de l'ordre du jour de notre séance, je demande que l'on retire le point 7 « prendre connaissance, éventuellement préavisier l'initiative concernant l'instauration d'un moratoire de 10 ans sur la construction d'éoliennes sur le territoire de la Commune des Bois » pour les raisons suivantes : premièrement, le libellé de l'ordre du jour n'est pas le même dans la convocation du Conseil général que dans le dossier remis aux Conseillers généraux. Deuxièmement, le traitement proposé dans chacune des deux formulations n'est pas conforme à l'article 104, deuxième alinéa de la loi sur les droits politiques et aussi à l'article 8, cinquième alinéa du règlement communal. Troisièmement, le dossier remis aux Conseillers ne comprend pas les informations essentielles nécessaires : absence du texte à discuter, absence d'argumentaire des initiants, but de l'initiative et réponse à la position du Ministre. Quatrièmement, le dossier est partial, ne comporte que les avis contre l'objet et présente la position personnelle du Ministre Receveur comme une décision du Service de l'aménagement du territoire. Cinquièmement, le Conseil général a nommé une Commission d'urbanisme instituée pour traiter spécialement le plan de zones et le règlement touché par l'initiative. Cette Commission aurait dû être saisie et faire rapport au Conseil général. Pour toutes ces raisons, je demande qu'on retire ce point de l'ordre du jour. Mais, avant cela, je demande que l'article 34, 3^{ème} alinéa du règlement du Conseil général soit appliqué, soit que les personnes ayant des intérêts personnels et matériels se retirent durant les débats et les décisions concernant ce sujet.

Monsieur le Président, Robert Claude : il y a une demande de modification de l'ordre du jour, je demande donc si quelqu'un souhaite s'exprimer à ce sujet.

Monsieur Blaise Willemin : si tu permets, avant de discuter le fait que l'on puisse retirer ce point de l'ordre du jour, j'ai clairement demandé que les personnes concernées par cet article sortent de la salle. L'article 34 dit que les membres du Conseil général ont l'obligation de se retirer lorsqu'il s'agit de traiter des objets, discussions et décisions qui touchent directement à leurs droits personnels ou à leurs intérêts matériels ou à ceux qui leur sont parents...

Monsieur le Président, Robert Claude : on continue dans la discussion sur ce point de l'ordre du jour.

Monsieur Marcel Barthoulot : peut-on savoir qui est concerné ?

Monsieur Blaise Willemin : je pense que les personnes qui ont des terrains où l'implantation d'éoliennes est prévue doivent le savoir et se retirer pour ce débat.

Monsieur le Président, Robert Claude : je demande une interruption de séance.

Reprise des débats.

Monsieur le Président, Robert Claude : concernant l'intervention de Monsieur Blaise Willemin, lorsqu'on en sera au point 7, si ce point n'est pas retiré, on rediscutera des personnes qui doivent se retirer selon l'article 34. Pour le moment, on passe uniquement l'ordre du jour. Monsieur Blaise Willemin propose de retirer le point 7 de l'ordre du jour. J'ouvre à nouveau la discussion et demande si quelqu'un souhaite encore s'exprimer sur ce point. Ça ne semble pas être le cas, nous allons donc passer au vote.

13 personnes demandent le retrait du point 7 de l'ordre du jour, sans avis contraire. Le point 7 est donc retiré de l'ordre du jour.

Aucun membre du Conseil général ne désirant ajouter quelque chose, l'ordre du jour sans le point 7 est accepté.

2. Procès-verbaux des séances du Conseil général des 26 juin 2012 et 2 juillet 2012

Monsieur le Président, Robert Claude : j'ouvre la discussion concernant le procès-verbal du 26 juin 2012.

Aucun membre ne souhaite s'exprimer.

Monsieur le Président, Robert Claude : j'ouvre la discussion concernant le procès-verbal du 2 juillet 2012.

Personne ne désire prendre la parole.

Monsieur le Président, Robert Claude : personne ne souhaitant s'exprimer, les procès-verbaux sont acceptés tacitement. Je remercie Madame Marlyse Jobin pour ce bon travail.

3. Communications

a) Conseil communal

Monsieur le Maire, Michäel Clémence, fait part des communications suivantes :

Complexe sportif : le Conseil communal a attribué plusieurs mandats pour l'élaboration et les coûts de construction : le Bureau Jobin en tant qu'ingénieur civil, le bureau Chaignat pour le chauffage, sanitaire et ventilation, l'entreprise EPC pour l'électricité. La votation pour le crédit de construction pour ce complexe sportif devrait avoir lieu dans le premier semestre 2013.

Personnel communal : après 18 années passées au service de la collectivité, Monsieur Marcel Barthoulot a décidé de prendre une retraite anticipée amplement méritée. Au nom des autorités communales, je lui adresse mes plus sincères remerciements pour tout le travail accompli durant ces nombreuses années. Le Conseil communal a mis ce poste en postulation pour palier au départ de Monsieur Barthoulot. Nous avons reçu 26 dossiers ; 6 candidats ont été auditionnés. Suite à ces divers entretiens, notre choix s'est porté sur Monsieur Alexandre Bossart ; nous lui souhaitons plein succès dans ses nouvelles fonctions. Pour des questions d'efficacité, nous avons profité de ce changement de personnel afin de réorganiser les fonctions des employés de voirie. Monsieur Diego Neyerlin passe du statut d'employé de voirie à la conciergerie des bâtiments communaux avec le même pourcentage. Monsieur Alexandre Bossart est engagé comme employé de voirie et garde-police à 100 %. Pour Monsieur Pierre-Alain Thiévent, il n'y a aucun changement, il est responsable de la voirie et gardien STEP.

Crèche Croque-Pomme et UAPE : Madame Brigitte Thiévent est la nouvelle cuisinière de la crèche en remplacement de Madame Ionela Chappatte qui a pris le poste également de cuisinière à l'UAPE. Madame Brigitte Courtet a donné son congé pour la fin de l'année en tant que Directrice de la crèche des Breuleux afin de se consacrer pleinement à notre structure d'accueil et à notre toute nouvelle unité d'accueil pour écoliers qui a été reconnue dernièrement par le Canton. Je tiens également à vous informer que cette unité ne remporte pas le succès escompté. Mais, à l'heure actuelle, il n'est nullement question de la remettre en cause.

Travaux de raccordement de l'eau potable à Sous-le-Mont et au Cerneux-de-la-Pluie : ces deux chantiers sont terminés ; les raccordements privés sont en cours.

Le Peu-Claude : suite à une séance avec les habitants du Peu-Claude, les résidents avaient demandé un éclairage public supplémentaire du côté sud. Le Conseil communal a accepté cette demande.

Projet d'hôtel 4 étoiles : l'entreprise générale Comte 360 et Implénia, ainsi que des investisseurs privés désirent implanter un hôtel 4 étoiles, le premier du Canton, avec 70 chambres, salles de séminaires, au lieu-dit Les Murs, aux abords du restaurant du Golf. Pour ce faire, un changement de zone devra s'effectuer. Le Conseil communal et les services cantonaux sont favorables à ce projet sous certaines conditions bien sûr.

Commission énergie : suite à l'enquête menée par la Commission énergie près des divers propriétaires concernant un éventuel chauffage à distance, la Commission nous a proposé de lancer un appel d'offres pour une étude de faisabilité d'un tel projet. 5 offres ont été reçues. Le Conseil communal a mandaté le bureau Matthey pour un montant de Fr. 18'000.00.

b) Conseil général

Monsieur le Président, Robert Claude : je n'ai aucune communication à faire. Je profite de l'occasion pour saluer Monsieur Simonin qui nous a rejoints avec un peu de retard, mais on l'excuse volontiers : avec l'état des routes de ce soir, il a osé rejoindre Les Bois !

4. Questions orales

1) Monsieur Pierre Stauffer : c'est concernant la révision du règlement d'organisation. Les responsables des groupes ont été sollicités, ont reçu le dossier. Je voulais savoir si c'est possible que tous les citoyens puissent accéder à ce dossier qui est en consultation jusqu'au 31 janvier 2013 et qu'on le mette en ligne. C'est peut-être un détail administratif.

Monsieur le Maire, Michäel Clémence : je ne vois aucune objection à ce que ce règlement soit mis en ligne sur Internet et à disposition également au bureau communal.

Monsieur Pierre Stauffer : je suis satisfait.

2) Monsieur Daniel Hubleur : ces dernières semaines, plusieurs accidents sont survenus entre La Basse-Ferrière et Le Noirmont. Cela est allé d'une sortie de route à un accident mortel. On pourra toujours accuser les automobilistes d'avoir des vitesses inadaptées aux conditions de la route ou de prendre de trop grands risques. Toutefois, force est de constater que la route sur ce tronçon ne correspond plus du tout au trafic actuel, par les dos d'ânes, par tout ce qu'il y a le long de cette route. J'étais déjà intervenu ici même en 2005 pour cette question en demandant au Conseil communal s'il n'allait pas intervenir auprès du Gouvernement pour que la réfection de ce tronçon soit rapidement mise en chantier. Depuis, pas de nouvelle. Permettez-moi, quand je vois les travaux effectués entre Muriaux et Les Emibois cette année, sur un tronçon tout à fait convenable, de me poser certaines questions quant aux priorités qui sont mises pour la réfection de cette route H18. Alors, si maintenant, la traversée du Noirmont sera faite, ce qui est tout à fait normal et que l'on doit faire, va-t-on nous dire qu'il n'y a plus que cela pour les deux ou trois ans à venir pour la H18. De plus, du côté de Bâle, soit entre Delémont et Laufon, ça bouge aussi du côté de la H18 et on risque de reporter les travaux de ce côté-là. Combien de temps faudra-t-il attendre encore, en espérant que d'autres accidents graves ne surviennent pas ? Le Conseil communal est-il conscient de l'urgence d'améliorer cette route ? A-t-il reçu un premier

projet ou pour le moins une information concernant le début des travaux ? Si ce n'est pas le cas, est-il prêt à intervenir auprès du Gouvernement pour lui indiquer l'urgence de ces travaux ? Peut-il s'approcher de la Commune du Noirmont, voire de l'association des Maires pour appuyer cette démarche ? Je vous remercie de vos réponses.

Monsieur le Maire, Michäel Clémence : je partage totalement ce point de vue. Au niveau de la réponse du Gouvernement à la question posée par la Commune, honnêtement, je ne peux pas répondre à l'heure actuelle. Par contre, s'approcher de la Commune du Noirmont, voire de l'association des Maires avec une nouvelle équipe en 2013, je peux garantir que je vais faire le nécessaire, tout en sachant également que ce tronçon est très dangereux, on l'a vu malheureusement ces dernières semaines. Je pense qu'avec ces arguments-là, il y a moyen de trouver une solution pour faire pression au niveau des autorités cantonales. On va s'y atteler en début d'année prochaine lors d'une toute prochaine séance de l'association des Maires. Là, on pourra donner une réponse plus précise. Voilà ce que je peux dire pour l'instant.

Monsieur Daniel Hubleur : je suis satisfait.

5. a) Discuter et approuver un crédit de Fr. 561'000.00 en guise de contribution communale au projet de Syndicat de chemins II en constitution ainsi que son financement
b) Donner au Conseil communal la compétence de ratifier le décompte de cet investissement

- a) Discuter et approuver un crédit de Fr. 561'000.00 en guise de contribution communale au projet de Syndicat de chemins II en constitution ainsi que son financement

Entrée en matière.

Monsieur le Maire, Michäel Clémence : au printemps 2007, la Commune a dressé une liste des chemins ayant besoin d'une réfection. Une visite fédérale a eu lieu le 4 octobre 2007, de laquelle il est ressorti que tant la Confédération que le Canton étaient d'accord d'entrer en matière. Suite à la demande de la Commune, les membres du comité du Syndicat des chemins, renforcés pour l'occasion par des représentants de la Commune, ont répondu favorablement à la mise sur pied de ce projet avec la collaboration du bureau Queloz et d'une Commission d'estimation. Ce projet concerne une vingtaine de chemins. La réalisation de ces ouvrages est évaluée au total à Fr. 4'360'000.00 avec, à la clé, des subventions fédérales, cantonales et des Ponts et chaussées. La participation minimale obligatoire de la Commune est de 7.5 %. Le Conseil communal vous propose de subventionner ce projet à une hauteur de 15 %, soit un montant de Fr. 561'000.00. Le Conseil communal vous recommande d'accepter l'entrée en matière.

Monsieur Sébastien Jeanbourquin : vu la complexité du dossier, l'importance des montants en jeu et le peu d'informations qu'on a dans ce rapport, je vous propose de refuser l'entrée en matière.

Au vote, l'entrée en matière est acceptée par 14 voix, contre 2.

Débat de fond.

Monsieur le Maire, Michäel Clémence : dans les années 1980, une première série de 12 kilomètres d'accès de fermes avait été réfectionnée, dont la grande partie en béton. A l'époque, un syndicat spécifique avait été constitué pour la maîtrise d'ouvrage : le Syndicat de chemins des Bois. Au terme des travaux, ce Syndicat s'était mué en Syndicat d'entretien

afin d'assurer la maintenance de ces ouvrages. Aujourd'hui, c'est toujours le même Syndicat d'entretien qui assume cette tâche et ce, au moyen de taxes encaissées auprès des propriétaires fonciers concernés. La Commune cotise comme propriétaire. Le Syndicat des chemins n'est pas lié à la Commune et fonctionne en autonomie complète. Depuis 30 ans, force est de constater que les chemins qui n'avaient pas été retenus au début des années 1980 ont continué à subir les outrages du temps. Aujourd'hui, ils sont en mauvais état et certains d'entre eux ont même nécessité une intervention urgente : la route des Prés-Derrière par exemple. Au printemps 2007, la Commune a donc dressé une liste des chemins ayant besoin d'une réfection et une visite fédérale a eu lieu le 4 octobre 2007, de laquelle il est ressorti que tant la Confédération que le Canton étaient d'accord d'entrer en matière. Quant à la question de savoir qui allait conduire la réalisation du projet, auprès moult discussions et réflexions, il a finalement été décidé que ce sera un nouveau syndicat de chemins : le Syndicat de chemins Les Bois II. La Commune a ensuite confié la conduite du projet au comité du Syndicat d'entretien des chemins (celui-ci étant composé de personnes ayant de l'expérience en la matière), puis a nommé le 16 juin 2009 un directeur technique : le Bureau Queloz à Saignelégier et une commission d'estimation provisoire de 3 membres ayant pour rôle principal de plancher sur la question de la répartition des frais. En automne 2010, les principaux propriétaires concernés par le projet ont été auditionnés lors de « journées de vœux ». Quant à l'année 2011, elle fut essentiellement consacrée à délimiter précisément le périmètre de l'entreprise et à étudier les bases de la future répartition des frais. En mars 2012, a été confectionné le dossier pour la consultation des services intéressés de la Confédération et du Canton, lequel a débouché sur une visite fédérale le 23 mai. Le 28 août dernier, une séance d'information a eu lieu où une cinquantaine de personnes concernées par le projet étaient présentes. Il en est ressorti en aucun cas une opposition farouche des propriétaires, mais à plusieurs reprises, on nous a signalé que la Commune s'en sortait bien avec un taux de subvention de 10 % ; c'est pourquoi, de peur que ce projet capote, le Conseil communal vous propose un montant de 15 %. Le résultat présenté aujourd'hui est le fruit d'une étroite collaboration entre le comité du Syndicat d'entretien des chemins des Bois, la Commune, la Commission d'estimation et le bureau Queloz avec, évidemment, le précieux appui de Monsieur Simonin de l'économie rurale. En revanche, la question de l'entretien futur des chemins une fois ceux-ci terminés n'est pas encore définitivement réglée à ce jour. Mais des pistes sont étudiées. Pour l'instant, nous avons donné la priorité à l'élaboration de la réfection de ces chemins. Le coût total de ce projet s'élève à Fr. 4'359'541.00. On peut compter sur des subventions non négligeables : 33 % de la Confédération, 30 % du Canton, participation des ponts et chaussées, itinéraires cyclables pour la liaison Le Canon – Le Boéchet, les Chemins de fer du Jura suite à la fermeture partielle du passage à niveau menant à la ferme de Monsieur Raoul Cattin, ainsi que la Commune du Noirmont qui possède également un chemin, les propriétaires privés pour un montant de plus d'un million de francs. Le minimum légal pour une collectivité est de 7.5 %. En proposant 15 %, le Conseil communal désire montrer un signe fort pour la réalisation de ce projet en allant également dans le sens des propriétaires qui, je le rappelle, passent à la caisse pour plus d'un million de francs. Je vous rappelle que nous avons une opportunité : c'est maintenant ou jamais, ou plus tard mais dans des conditions moins avantageuses pour la Commune et les privés ! Afin de répondre à vos questions, Monsieur Jean-Bernard Queloz, qui va vous présenter l'aspect technique de ce projet, et Monsieur Simonin, de l'économie rurale, se tiennent volontiers à disposition pour de plus amples renseignements ; je les remercie de leur

présence. Le Conseil communal, à l'unanimité, est favorable à ce projet et vous recommande de l'accepter.

Monsieur Jean-Bernard Queloz : je vais essayer de ne pas être trop long parce que vous avez encore d'autres points à l'ordre du jour. Néanmoins, je pense que c'est important, on a entendu tout à l'heure de la part d'un Conseiller général qu'il manquait d'informations. Je pense que c'est l'occasion d'en donner. Il est prévu de réfectionner 17 kilomètres de chemins. Ce sont essentiellement des accès à des fermes. Il y a différents types de revêtements prévus : 10 kilomètres de chemins en béton. C'est important de souligner que le Conseil communal et le comité du Syndicat d'entretien des chemins sont très favorables aux chemins en béton. Ils coûtent un petit peu plus cher, mais ce n'est pas franchement déterminant. Par contre, pendant 50 ans, on n'en parle plus. Il est prévu 600 mètres de chemins en bitume, 2.3 kilomètres de chemins gravelés qui le sont déjà. Le reste est prévu comme remise en état périodique. Il s'agit d'un entretien lourd.

Monsieur Jean-Bernard Queloz présente les différents chemins qui font partie du projet.

Monsieur Gabriel Bilat : j'étais contre l'entrée en matière car je trouve que les documents que vous nous montrez auraient dû être joints au dossier pour qu'on puisse les étudier à la maison. Ces documents sont très importants et on ne les a pas eus.

Monsieur Jean-Bernard Queloz : il faut préciser que c'est un plan traduit.

Monsieur le Maire, Michäel Clémence : il y a eu une séance d'information où toute la population était invitée. On envoie des tous-ménages.

Monsieur le Président, Robert Claude : c'est vrai qu'il y a eu un tous-ménages et que tout le monde était invité. Les propriétaires ont été invités personnellement.

Monsieur Sébastien Jeanbourquin : moi, je n'y étais pas. Personnellement, j'avais le festival du Chant du Gros. Je trouve qu'on a droit à de l'information correcte et ça, c'est lamentable.

Monsieur le Président, Robert Claude : pour un peu avancer, en réalité, ce sont tous les chemins qui n'ont pas été faits en 1980 qui sont pris avec cette année. Je redonne la parole à Monsieur Queloz.

Monsieur Jean-Bernard Queloz continue la présentation des chemins concernés.

Monsieur Jean-Bernard Queloz : il est clair que ces chemins se réaliseront par étapes par rapport aux urgences. Pour l'instant, provisoirement, certains chemins ont été retirés du projet, car les propriétaires ne veulent pas en faire partie. Il est prévu, dans le courant du premier semestre de l'année prochaine, après l'assemblée constitutive du Syndicat, de reprendre contact avec ces propriétaires afin de trouver une solution. L'utilité même des chemins n'est pas remise en question, presque tous les propriétaires sont d'accord qu'il faut faire quelque chose, mais le problème, c'est que certains ne veulent pas payer. Le chemin qui va du Canon au Boéchet ne nécessite pas d'être mis en dur du point de vue agricole. Néanmoins, ce tracé fait partie des itinéraires cyclables inscrits au plan directeur cantonal et il est même en priorité 1. Le Service des Ponts et chaussées qui gère le dossier des itinéraires cyclables tient particulièrement à la réalisation de ce chemin. Là, il y a un financement qui est intéressant, dans la mesure où les Ponts et chaussées, par le biais du fonds des itinéraires cyclables, participe à 50 % des frais. Il y a trois mois, on a appris que le passage à niveau de la route menant chez Monsieur Raoul Cattin serait supprimé. Du coup, les Chemins de fer du Jura doivent trouver une autre solution et ils se sont branchés sur le projet de chemin du Syndicat en continuant la route menant chez Monsieur Michaël Werder. Monsieur le Maire vous a dit tout à l'heure qu'on arrivait à Fr. 4'360'00.00, c'est un petit peu moins. En effet, dans le cadre du traitement des oppositions lors du dépôt public du périmètre, on a retiré le chemin qui accède à la ferme Hofstetter. Monsieur

Hofstetter n'en a pas voulu. Il manque aussi le chemin qui mène chez Madame Rauch étant donné qu'elle n'en a également pas voulu. On arrive donc à Fr. 4'310'000.00.

Monsieur Cyril Jeanbourquin : en étant propriétaire, je ne trouve pas normal que je n'aie pas reçu ça à la maison. Je devrai payer un chemin, je ne sais pas les mètres que je devrai payer et vous venez me montrer ce dossier ce soir. Je ne suis non plus pas d'accord. Chaque propriétaire, à un moment donné, doit savoir ce qu'il devra payer avant de voter quelque chose. D'après mes informations, certaines personnes ont reçu le montant qu'elles devront payer et d'autres pas. Ça, je pense que ce n'est déjà pas normal. Deuxièmement, quand on vient avec un dossier, je rejoins totalement Monsieur Sébastien Jeanbourquin, on l'amène en totalité. Ce soir, on n'a pas d'information. Je devrai payer un chemin qui sera pour une piste cyclable et je ne sais pas combien je devrai payer. Je ne trouve pas ça normal.

Monsieur Jean-Bernard Queloz : tout d'abord, les zones colorées sur le plan représentent les propriétaires concernés par la répartition des frais. Une Commission d'estimation provisoire a été nommée pour déjà plancher sur les premières esquisses d'une répartition des frais, ceci aussi pour définir le périmètre de l'entreprise et savoir quelles parcelles on doit prendre en compte. Les principes retenus qui sont valables pour tous les syndicats de chemins que je connais, sont que les propriétaires participent aux frais restants après déduction des subventions (33 % de la Confédération, 30 % du Canton et, si vous êtes d'accord ce soir, 15 % de la Commune). Ces frais restants sont répartis entre les utilisateurs des chemins. Ces utilisateurs participent en fonction de la grandeur des parcelles qu'ils ont, de la nature du terrain, de la longueur de chemin utilisée et on a aussi un coefficient latéral qui représente une diminution si on a une longue distance. Ce sont des principes généraux. Avec la Commission d'estimation, on a fait quelques projections pour voir ce que cela donnait et on a un peu tâté le terrain. Mais, je tiens à préciser qu'il n'y a absolument rien d'officiel. Certains propriétaires m'ont téléphoné pour avoir un ordre de grandeur et je leur ai dit que c'était uniquement approximatif. On a senti, avec le Conseil communal, que la Commune devait peut-être faire un effort supplémentaire pour que « la pilule » passe un peu mieux. Une autre chose importante, c'est qu'on tient aussi compte du fait que si un chemin appartient à la Commune, elle devra participer aux frais en tant que propriétaire également, ce qui allège aussi la facture pour les propriétaires bordiers. Malheureusement, pour ceux qui sont propriétaires de chemins qui ne sont pas communaux, ce sont les bordiers qui devront prendre la totalité des frais restants à leur charge. La Commune du Noirmont et la Deuxième section sont aussi concernées. On n'a pas voulu donner de chiffres précis pour que les gens ne se fixent pas sur des chiffres trop précis. Les personnes qui me téléphonaient, je leur donnais volontiers l'information en précisant bien que c'étaient des données provisoires susceptibles d'être modifiées. De toute manière, la répartition des frais sera déposée publiquement lors de chaque étape de chemin. Il y aura donc un dépôt public de la répartition des frais où tous les propriétaires pourront se manifester. Ils auront l'information, recevront des documents à la maison qui diront ce qu'ils devront payer pour tel ou tel chemin. A ce moment-là, ils auront l'occasion de se manifester. On ne voulait non plus pas brûler les étapes.

Monsieur Cyril Jeanbourquin : des gens vous téléphonent et vous donnez des informations. Je ne trouve pas ça normal. C'est tout le monde ou personne. Je suis vraiment déçu que vous n'ayez pas envoyé un courrier, que le Syndicat des chemins n'ait pas donné des chiffres à tout le monde. Si des gens vous téléphonent vous leur donnez des chiffres, alors vous devez donner des chiffres à tout le monde.

Monsieur le Président, Robert Claude : pour répondre à Monsieur Cyril Jeanbourquin, si on décide de participer à hauteur de 7.5 %, ce ne seront pas les mêmes chiffres que si on décide 15 % et ça fera aussi une différence pour les propriétaires.

Monsieur Yann Chappatte : je n'avais pas réalisé en arrivant ici et en étudiant le dossier, je ne me souviens plus avoir été convoqué à la séance d'information, en fait, je suis aussi concerné. J'aimerais juste qu'on se pose la question de savoir qui est concerné dans cette salle et n'aura pas le droit de vote. Il ne faudra pas oublier de faire sortir les personnes concernées au moment du vote, au minimum.

Monsieur Pierre Stauffer : au départ, c'est un droit fondamental que toute exploitation agricole doit avoir un revêtement en dur pour accéder à son exploitation. Je pensais aussi aux propriétaires qui ont une résidence principale sur la Commune des Bois. Il semblerait qu'il y a quelques exceptions, qu'il y a quelques non-agriculteurs qui doivent aussi participer. Je crois qu'il y a le FC Les Bois, Monsieur Froidevaux, Monsieur Schneider. Monsieur Philippe Joliat, depuis de nombreuses années, demande que son chemin soit revêtu, accessible en hiver et déneigeable. J'aimerais savoir comment ça fonctionne au niveau de ces privés qui ne sont pas agriculteurs. Au niveau du financement, je pense qu'ils n'ont pas droit aux subventions fédérales, cantonales. Ils ont uniquement la subvention communale. Est-ce que ce n'est pas trop lourd pour ces gens-là ? J'aimerais qu'on leur permette d'avoir aussi un jour un revêtement en dur, solide, qui leur permette d'accéder correctement à leur résidence principale. C'est mon souhait.

Monsieur le Président, Robert Claude : je pense que Monsieur Simonin peut expliquer ce que sont les améliorations foncières puisqu'il décide à l'économie rurale.

Monsieur Simonin : permettez-moi de vous saluer bien cordialement au nom du Service de l'économie rurale. Je vous remercie de m'avoir invité, c'est volontiers que je vous donne encore une ou deux indications complémentaires. La première remarque que je souhaite faire, c'est par rapport à l'inscription de ce projet dans le cadre de la politique agricole, respectivement une politique d'amélioration foncière. Les améliorations foncières sont un instrument de la politique agricole, elles existent depuis des décennies. C'est un instrument qui a été bien appliqué dans le Canton du Jura, bien soutenu par la Confédération depuis l'entrée en souveraineté. La desserte rurale, c'est un élément fort de cet instrument en matière d'améliorations foncières. Le but des améliorations foncières, c'est d'améliorer les conditions de vie, de travail dans l'espace rural, en particulier en région de montagne. Avec le projet qui vous est présenté ce soir, on est absolument dans la cible. Qui parle de politique, parle de moyens financiers. On a une planification financière des investissements de l'Etat qui a été approuvée l'année passée au mois de décembre pour 5 années, soit de 2012 à 2016, pour un montant de 3.8 millions de francs qui est inscrit annuellement pour le soutien des améliorations des structures agricoles, en particulier les améliorations foncières avec les constructions, aménagements, remises en état périodiques de chemins qui ont une part privilégiée pour garder la population de manière décentrée dans le territoire. Au niveau fédéral, actuellement on parle de PA 14-17 (politique agricole). Le dossier est actuellement au Conseil des Etats, la prochaine séance est dans 2 jours. La politique au niveau fédéral, actuellement, confirme l'importance des améliorations structurelles. C'est un instrument qui restera dans les années qui viennent et qui gardera toute son importance. Au niveau des moyens financiers, la Confédération dépense 3 millions de francs par année. On a certains espoirs de pouvoir obtenir un petit peu plus ces prochaines années. Du côté de l'Office fédéral de l'agriculture, du Service de l'économie rurale, nous sommes vraiment derrière votre projet. Je salue l'énorme travail qui a été fait par le groupe de travail, par le Conseil communal. C'est vrai que ces préparations ont été faites pendant

plusieurs années. L'aboutissement a été la séance du 23 mai dernier où le représentant de l'Office fédéral de l'agriculture a mis en perspective une subvention fédérale de 33 %, avec peut-être un ou deux pourcents supplémentaires. Au niveau du Canton, on a un taux de 30 %, avec également peut-être un ou deux pourcents supplémentaires. Les décisions ne sont pas encore prises étant donné que les décisions doivent d'abord être prises localement. Ensuite seulement, le Gouvernement, respectivement l'Office fédéral de l'agriculture, prendront leur décision. On a déjà des engagements sur lesquels on peut compter. Je peux vous le dire après 30 ans d'expérience au sein de l'économie rurale comme responsable des améliorations foncières. Au niveau des règles applicables, pour rejoindre la préoccupation de Monsieur Stauffer, il est clair que les subventions pour les améliorations foncières sont là pour soutenir des équipements, des infrastructures qui bénéficient à l'agriculture. Il est clair que lorsque nous avons des résidences qui n'ont pas de lien direct avec l'agriculture en fin de réseau, les derniers hectomètres sont des éléments qui ne peuvent pas être subventionnés à plein par les améliorations foncières. Dans ce sens-là, on a fait un pas en disant que si on doit refaire un chemin gravelé, on admet un tel montant et on subventionne sur ce montant-là. La plus-value pour un aménagement dur ne peut pas bénéficier des subventions cantonales et fédérales. Il est clair qu'au niveau des frais restants pour les propriétaires fonciers, il y aura des charges d'une certaine importance. Il faut aussi trouver le bon équilibre. Quelqu'un qui construit sa maison au village paiera certainement le terrain à Fr. 120.00 ou Fr. 130.00 le mètre carré, je ne connais pas exactement les prix des terrains, avec les équipements de base compris. Donc, un moment donné, comparaison n'est peut-être pas raison, mais il est important de trouver un certain équilibre. Le but du projet c'est de trouver des solutions qui pourront être supportables pour les intéressés. La deuxième remarque que je voulais faire, c'est qu'on a affaire à un projet complexe, du fait justement qu'on a affaire à des statuts différents, vous en êtes conscients. On a des chemins propriété de la Commune, des chemins propriété de la Deuxième section, des chemins avec des changements qui ont eu lieu où la Commune a repris certaines charges en matière de maintenance et des ouvrages qui sont du domaine privé. Le challenge a été de mettre tout ça sous un même toit dans le cadre d'un Syndicat de chemins régi par la loi cantonale sur les améliorations foncières. Il n'y a qu'un Syndicat qui peut résoudre tous ces problèmes. Là, on est obligé d'avancer par étapes. Je comprends la préoccupation des propriétaires, avant de s'engager fermement dans un projet, on aimerait savoir combien ça va coûter, mais ce n'est pas possible. La procédure veut qu'on avance avec un certain nombre d'études de base, ensuite il s'agit d'entrer formellement dans le projet, constituer le Syndicat (c'est prévu au mois de janvier). Ensuite seulement, le Syndicat peut avancer, développer son projet par étapes. Ce n'est pas un projet qui va se réaliser en deux ans, mais certainement cinq, six ou sept ans. A chaque étape, les frais seront déposés publiquement, les propriétaires pourront prendre connaissance de ça, faire leurs remarques, leurs objections. Il sera nécessaire de trouver des formules pour donner satisfaction aux propriétaires qui auront des objections sérieuses à faire valoir. Voilà la procédure comme elle est prévue dans le cadre de la loi sur les améliorations structurelles. Les perspectives, je crois que c'est important de le dire ici, c'est qu'à un moment donné on mène une réflexion de fond pour essayer de mettre l'ensemble de ces dessertes sur un pied d'égalité, lorsque ces chemins auront été remis à un niveau correct technique, car il y a de grandes différences aujourd'hui et c'est pour cela qu'on a un projet d'une telle importance. Je vous remercie de votre attention et reste à votre disposition si vous avez des questions.

Monsieur Germain Jobin : je ne veux pas répéter ce qui a été dit, je fais partie du Syndicat des chemins pour la Commune, mais j'ai tout de même des choses importantes à dire. C'est

un projet important, malgré la dépense à la charge de la Commune, pour un total de 4 millions de francs. 17 kilomètres de chemins seraient remis à neuf. De plus, il faut tenir compte du fait qu'il y a des sentiers, des chemins pédestres, des pistes cyclables, des pistes pour les cavaliers, des itinéraires cyclables et même des chemins historiques sur lesquels on ne peut pas faire n'importe quoi. On doit aussi tenir compte de l'utilité et des besoins des futurs chemins : agricoles, forestiers, desservant une ferme ou non. Ce sont justement ces conditions qui règlent le subventionnement. Pour ces chemins, on doit aussi tenir compte de la pente. En amont de ces chemins, il y a des écoulements d'eau et il y aura aussi des drainages à faire. Il y a aussi des sources à préserver. Il y a eu une première visite fédérale en automne 2007 et une deuxième au mois de mai de cette année où un expert fédéral a confirmé le subventionnement de la Confédération pour 33 %, ce qui représente Fr. 1'233'000.00. Le Canton subventionne pour 30 %. Pour les raisons qui vous ont été expliquées, la Commune vous propose le subventionnement à 15 %, soit Fr. 560'000.00. Vu l'importance du total des travaux, vu le subventionnement du Canton et de la Confédération, vu les avantages retirés après la fin des travaux pour les utilisateurs et propriétaires de ces chemins pour l'entretien, le déneigement, il est aussi important que le Conseil général accepte ce crédit. Si l'on refuse, ces chemins devront à l'avenir quand même être refaits et ce, sans subvention. Pour information, le seul chemin qui va du Bas du Village à la ferme de Monsieur Maurice Oppliger qui est propriété de la Commune coûterait environ Fr. 550'000.00 à charge de la Commune. Cela correspond environ au montant qu'on doit voter ce soir. C'est pourquoi, je vous demande d'accepter cette dépense.

Monsieur Blaise Willemin : je demande que le règlement soit appliqué. Dans l'article 34, alinéa 3, il est spécifié que les membres du Conseil général ont l'obligation de se retirer lorsqu'il s'agit de traiter des objets, discussions et décisions qui touchent directement à leurs droits personnels ou à leurs intérêts matériels ou à ceux de personnes qui leur sont parentes au degré prévu à l'article 21 du règlement d'organisation. Je demande que ce point soit appliqué.

Monsieur le Président, Robert Claude : je demande une interruption de séance.

Reprise des débats.

Monsieur le Président, Robert Claude : le bureau du Conseil général a analysé la situation. Le Syndicat des chemins n'est pas encore créé. Il se créera au mois de janvier. A ce moment-là, nous aurons un projet qui dira que la Confédération versera 33 %, le Canton 30 % et la Commune versera ce que vous allez décider ce soir. Le Syndicat n'existe toujours pas. Quand il existera, c'est à ce moment-là que les propriétaires privés entreront en ligne de compte. Voilà ce que le bureau a retenu. On continue donc dans le débat de fond.

Monsieur Pierre Stauffer : je reviens à mes propos de tout à l'heure par rapport aux privés qui ne sont pas agriculteurs qui ont une résidence principale. Je comprends que l'économie rurale, le Syndicat de chemins ne peuvent pas financer plus que ce que donnent les subventions fédérales et cantonales. Mais c'est au niveau de la part communale que je souhaite revenir. Dans le cadre du Syndicat de chemins I, les privés qui n'étaient pas agriculteurs, les premiers 15 mètres depuis la porte d'entrée, ce sont eux qui les payaient, ensuite jusqu'à l'intersection du raccordement du chemin communal, c'était subventionné à 25 % par la Commune. Est-ce que cette règle sera applicable ? Si ce n'est pas le cas, je souhaiterais que cette règle soit applicable comme elle a été appliquée dans la première étape. Ce n'est pas une proposition, mais un souhait puisque, financièrement, on ne peut

pas dire combien ça coûte actuellement. Ça serait à étudier au niveau du Conseil communal.

Monsieur Marcel Barthoulot : ce que Monsieur Stauffer demande, on ne peut pas y répondre ce soir. On a un ordre du jour, on doit voter Fr. 561'000.00. Si on tient compte de ce qu'il a dit, on n'aura plus le même montant. Que le comité en discute avec le Conseil communal, je le veux bien, mais ce soir on discute et approuve un crédit de Fr. 561'000.00. Que Monsieur Stauffer donne une idée, je veux bien, mais qu'on passe comme il le demande à plus, on ne le peut pas.

Monsieur le Président, Robert Claude : je rappelle que Monsieur Stauffer a déjà eu deux fois la parole, c'est donc la dernière fois qu'il aura la parole pour répondre.

Monsieur Pierre Stauffer : je comprends Monsieur Barthoulot. Ce n'est pas une proposition ferme, ça ne peut pas l'être vu qu'on ne sait pas combien ça coûte. C'est un souhait de demander au Conseil communal de revenir peut-être dans un prochain législatif et de soumettre cette participation telle qu'elle a été faite lors de la première étape.

Monsieur le Maire, Michäel Clémence : pour répondre à la demande de Monsieur Stauffer, pour rappel, je crois que le Conseil général des Bois a toujours fait preuve de grande ouverture, je pense particulièrement à l'amenée d'eau potable dans les diverses fermes, à Internet au Cerneux-Godat, aux Prailats, etc. Je ne verrais donc pas pourquoi on ne pourrait pas entrer en discussion pour ces deux ou trois chemins qui posent éventuellement un problème aux propriétaires. Je peux proposer que je fasse part de la remarque de Monsieur Stauffer au comité du Syndicat des chemins. Lors de l'élaboration définitive de ces chemins, on entrera en discussion et on viendra éventuellement avec un crédit extraordinaire pour ces deux chemins pour trouver une solution pour ménager le chou et la chèvre.

Monsieur Daniel Hubleur : tous les chemins qui seraient subventionnés, est-ce qu'on a la garantie qu'ils ne seront pas ensuite interdits aux non-propriétaires ? C'est-à-dire qu'il yienne des interdictions de circuler sur ces chemins qu'on aurait refaits. Deuxièmement, comment ça se passe si sur un chemin, un des propriétaires refuse de payer sa part, comment ça se passe dans la clé de répartition ?

Monsieur Simonin : concernant les restrictions de circulation, il est clair qu'elles sont de la compétence du Conseil communal. On a aussi des exemples suite aux remaniements parcellaires où on a des communes qui ont une politique plus restrictive. Les Conseils communaux ont dit qu'il y avait tout de sortes de parasites qui passent et on met des restrictions en suivant les procédures en accord avec le Service des Ponts et chaussées bien évidemment. Mais, le Syndicat lui-même n'a pas de compétence en matière de restriction concernant l'utilisation des projets qu'il va réaliser. Concernant la participation aux frais, on peut avoir des propriétaires qui, lors du dépôt public officiel, font opposition. On est alors dans des procédures. Le Syndicat d'améliorations foncières sera épaulé par une Commission d'estimation qui, en collaboration avec l'ingénieur du projet, fera cette répartition des frais à l'intention de chaque propriétaire. Ça sera mis à l'enquête publiquement en même temps que le projet définitif. Le propriétaire qui ne serait pas d'accord avec sa part fera opposition. Ça donne ensuite lieu à une séance de conciliation avec la Commission d'estimation. Si on trouve une entente tant mieux, si on ne trouve pas d'entente, la Commission d'estimation est compétente pour statuer. On entre dans une procédure administrative qui peut déboucher au Tribunal.

Monsieur Daniel Hubleur : lors de la dernière séance, le PCSI a longuement discuté de cette demande et a relevé toute l'importance de l'entretien du réseau routier communal. La proposition qui nous est faite aujourd'hui, même si au premier abord elle paraît élevée pour

notre Commune, peut être considérée comme une contribution afin de décharger certains propriétaires. Aussi, même avec cette contribution complémentaire, la Commune en tant que propriétaire fait encore une très bonne opération en vue de l'entretien qu'elle devrait réaliser sur ses chemins. Mais, nous tenons toutefois à relever, je vais dans le même sens que Monsieur Sébastien Jeanbourquin, voire de Monsieur Blaise Willemin pour l'autre objet, le manque d'informations contenues dans le rapport qu'on a reçu qui n'est pas satisfaisant face aux décisions qu'on doit prendre. Ça, on tient à le relever. Ce sont quand même des montants conséquents et il ne faudrait pas qu'après on soit accusé d'avoir pris des décisions à la légère. C'est quand même important et je tiens à ce que, par la suite, on ait des dossiers beaucoup plus complets qui nous permettent vraiment de prendre des décisions dans des dossiers aussi importants. Le PCSI soutiendra cette proposition du Conseil communal.

Au vote, le point 5 a) de l'ordre du jour est accepté par 17 voix, sans avis contraire.

b) Donner au Conseil communal la compétence de ratifier le décompte de cet investissement

Personne ne désire s'exprimer.

Au vote, le point 5 b) est accepté par 17 voix, sans avis contraire.

Monsieur le Président, Robert Claude : je remercie Messieurs Jean-Bernard Queloz et Simonin et leur souhaite un bon retour chez eux et une bonne fin de soirée.

6. Budget 2013

Fixation de la quotité d'impôts et autres taxes

Discuter et approuver le budget de fonctionnement 2013

Donner connaissance du budget des investissements 2013

Entrée en matière.

Monsieur Gérard L'Hôte : la Commission financière s'est réunie une première fois dans le courant de l'année pour examiner la planification financière de la Commune pour les cinq prochaines années. Après cette réunion, elle s'est encore réunie à deux reprises pour élaborer le projet de budget qui vous est soumis. Le Conseil communal, représenté par Monsieur Clémence et moi-même, a participé à ces travaux. En fonction des décisions qui ont déjà été prises ou qui seront prises dans un avenir plus ou moins proche, ce ne sont pas moins de Fr. 13'000'000.00 qui seront investis lors de la prochaine législature. Aussi, le Conseil communal et la Commission financière ont décidé de ne pas proposer de modification concernant les ressources de la Commune en laissant ce soin aux nouvelles autorités qui seront en place dès l'année prochaine. Le Conseil communal vous recommande l'entrée en matière.

Personne ne souhaitant s'exprimer, l'entrée en matière est considérée comme acceptée tacitement.

Débat de fond concernant la fixation de la quotité d'impôts et autres taxes.

Monsieur Gérard L'Hôte : comme mentionné, le Conseil communal vous propose de reconduire la quotité d'impôts et les taxes communales sans modification. Les premiers

éléments relatifs à la facturation des impôts pour l'année 2012 indiquent que le montant des impôts du revenu et de la fortune des personnes physiques, inscrit au budget, ne sera pas atteint pour environ Fr. 226'000.00. Aussi, la progression des impôts pour l'année 2013 a été revue à la baisse. Pour ce qui concerne les taxes communales, les premières estimations financières relatives à l'introduction de la taxe au sac laissent apparaître que ce nouveau système de ramassage est un succès. Avant de proposer une modification de la taxe de base, le Conseil communal souhaite néanmoins avoir le résultat d'une année complète. La taxe d'alimentation en eau reste fixée à Fr. 2.00/m³ et la taxe d'épuration des eaux à Fr. 4.70/m³. Lorsque le découvert du compte de l'épuration aura été résorbé, le montant de la taxe de l'épuration devrait permettre à la Commune de constituer le fonds de renouvellement des installations d'épuration communale.

Monsieur Daniel Hubleur : depuis plusieurs années, que ce soit lors de la séance du budget ou celle des comptes, je suis intervenu pour demander une baisse de la quotité. Nous n'avons jamais obtenu de véritable étude avec un rapport circonstancié. Ce que je regrette car j'attendais qu'un mandat soit donné par le Conseil communal auprès d'une instance spécialisée dans ce domaine. Malheureusement, nous entendons toujours le même discours : ce n'est pas le moment car nous aurons de grandes dépenses ces prochaines années. C'est un peu comme l'augmentation des salaires dans les entreprises, ce n'est jamais le moment. Ou alors, lors des comptes, on nous sert que c'était une année extraordinaire et que cela ne va plus se reproduire. Pourtant, chaque année, le miracle s'opère. En prenant les comptes de ces trois dernières années, sans prendre des amortissements supplémentaires, on peut relever en 2009, prévue au budget, une perte de Fr. 206'550.00 et résultat des comptes, un bénéfice de Fr. 522'103.00, ce qui fait une différence de Fr. 728'653.00, 3.5 fois plus que le budget. En 2010 idem, Fr. 191'620.00 de perte prévue au budget et résultat des comptes Fr. 402'000.00 de bénéfice, soit 3.1 fois plus donc Fr. 594'000.00 de différence. Enfin en 2011, un déficit prévu au budget de Fr. 70'620.00, résultat Fr. 216'526.00 de bénéfice, ce qui fait une différence de Fr. 287'146.00 donc 4 fois plus que le budget. Aujourd'hui, même discours : nous n'allons pas tourner, regardez les comptes aujourd'hui, ça ne peut pas jouer, il y aura des grandes dépenses, etc. Je reste pour ma part certain que les budgets sont toujours trop pessimistes. Enfin, l'année passée, comme nous étions dans l'incertitude de la Commune unique des Franches-Montagnes, nous avons reporté ce débat. Mais comme le résultat a été très clair lors de ce scrutin, il nous faut maintenant comparer les quotités des autres communes franc-montagnardes. On doit bien reconnaître que cela n'est pas très flatteur pour Les Bois. Pour 2012, seules les Communes de Saint-Brais et Soubey sont au-dessus. Toutes les autres communes ont une quotité inférieure : Saignelégier 1.95, Le Noirmont 1.90, Les Breuleux 1.70 et la palme pour Muriaux avec 1.50. Je reste pour ma part persuadé que si on descend la quotité, d'autres contribuables viendront s'établir et rendront ainsi l'opération blanche tout en offrant une baisse d'impôts aux contribuables actuels. Par conséquent, je vous propose de diminuer la quotité d'un dixième et de la mettre à 2.05. Elle restera plus élevée que les communes que j'ai citées avant, mais cela sera un signe positif important pour l'avenir du village. C'est une proposition personnelle et non du PCSI.

Au vote, la quotité à 2.15 obtient 8 voix et la quotité à 2.05 en obtient également 8. Selon le règlement, en cas d'égalité, c'est la proposition du Conseil communal qui est retenue. La quotité est donc fixée à 2.15.

Personne ne désire s'exprimer concernant les différentes taxes.

Au vote, les taxes sont acceptées par 14 voix, sans avis contraire.

Discuter et approuver le budget de fonctionnement 2013

Entrée en matière.

Monsieur Gérard L'Hôte : l'entrée en matière que j'ai faite tout à l'heure concernait les trois points, je n'ai donc rien à ajouter.

Débat de fond.

Les chapitres qui donnent lieu à des discussions sont les suivants.

CHAPITRE 1 / ADMINISTRATION GENERALE

116.436.02 / Caisse de pension et de prévoyance

Monsieur Yann Chappatte : j'ai juste une question de compréhension. Ces dernières années, on avait une contribution paritaire entre l'employeur et l'employé et ce n'est pas tout à fait ce qui ressort des chiffres pour le budget 2013. J'aimerais un éclaircissement pour en comprendre la raison.

Monsieur Claude Gagnebin : les calculs des parités ne sont pas tout à fait exacts étant donné que Monsieur Barthoulot quitte ses fonctions dans le courant de l'année prochaine officiellement. Il y a certaines quotités qui sont prises en considération. Quand j'ai fait le salaire, il y a effectivement une chose dont il n'a pas été tenu compte, car j'ai pris ses cotisations pour l'année complète, alors que j'aurais dû enlever un montant manuellement. La parité sera respectée.

Monsieur Vincent Berger : est-ce qu'il a été prévu un prélèvement sur le compte de provisions qui a été créé en 2009 ?

Monsieur Claude Gagnebin : pour l'instant pas encore. On passe le budget sans prélèvement sur le compte de provisions. Ça peut être proposé lorsqu'on arrivera au chapitre concerné.

CHAPITRE 2 / TRAVAUX PUBLICS

200.301.00 / Traitement du personnel

Monsieur Yann Chappatte : j'ai une question qui, je crois, est liée au changement d'organisation du personnel communal. J'aimerais qu'on me le confirme.

Monsieur Claude Gagnebin : effectivement, c'est dû à la réorganisation du personnel et l'ensemble du salaire est maintenant affecté aux travaux publics.

200.314.01 / Entretien du réseau par entrepreneurs

Monsieur Yann Chappatte : il arrive depuis toujours ou en tous les cas depuis très très longtemps qu'on discute toujours ce poste où on a des montants toujours reportés d'environ Fr. 70'000.00 qui ne sont en général pas utilisés pour toute une série de raisons. Je voulais savoir si, à la base de la décision prise, ce montant de Fr. 75'000.00 doit être considéré comme maintenu, c'est-à-dire que des travaux sont prévus pour l'année prochaine au niveau de l'entretien des routes, autres que ceux mentionnés au point 5.

Monsieur Claude Gagnebin : c'est vrai qu'on a eu des années où ces travaux ne se faisaient pas. Je me rappelle aussi que, les premières années durant lesquelles je faisais le budget, on mettait une somme de Fr. 20'000.00 et on nous a dit que ce n'était pas assez, alors on a mis davantage. Cette année le budget sera dépensé. Ça n'a pas d'influence par rapport à la décision relative aux chemins du Syndicat étant donné que ces chemins concernent un autre objet. L'entretien des chemins concerne principalement les chemins communaux qui sont à l'intérieur et à l'extérieur du village à la charge de la Commune.

200.315.01 / Entretien des places de jeux

Monsieur Cyril Jeanbourquin : peut-on avoir des précisions concernant ce montant ?

Monsieur Claude Gagnebin : on a la place vers l'école, celle du Jourez et celle du Bas du Village. On a fait une expertise concernant l'état sanitaire de ces installations. Ça s'est révélé être catastrophique. Dans la cour de l'école, l'arbre à grimper tient par miracle, les balançoires ne sont plus du tout conformes et c'est très dangereux. C'est pour cela qu'on avait déjà mis au budget l'année passée une partie du remplacement de ces jeux. C'est la continuité du remplacement de ces jeux pour les rendre conformes.

200.390.00 / Imputations internes (salaires)

Monsieur Yann Chappatte : il y a un élément qui me perturbe et que je n'arrive pas à comprendre. On a dit qu'on avait maintenant mis à charge des frais de personnel l'intégralité du nouvel employé communal, alors qu'avant on avait une partie du salaire de Monsieur Barthoulot. Dans le même temps, on a toujours une imputation interne de Fr. 44'450.00 qui correspond, j'imagine, à la part du gardien de la Step selon le rapport qu'on a. Je voulais savoir où je retrouve cette diminution de Fr. 30'000.00, respectivement entre les charges qu'on avait avant et les charges d'aujourd'hui, puisqu'il y a quand même une différence de salaire en raison de l'âge. Je suis un peu déstabilisé pour retrouver cette diminution.

Monsieur Claude Gagnebin : c'est sous la position 5110.301.00. Vous avez le salaire de l'employé communal de Fr. 43'200.00, alors qu'avant, il était de Fr. 74'200.00.

CHAPITRE 5 / INSTRUCTION, FORMATION ET CULTURE

5100.311.00 / Mobilier et moyens d'enseignement

Monsieur Yann Chappatte : j'ai deux questions, sans remettre en cause le budget, mais juste pour ma compréhension. Quand on a des dépenses particulières concernant le mobilier et les moyens d'enseignement, ça fait l'objet d'un crédit spécial. Ces dernières années, on avait des montants particulièrement bas et puis tout à coup, cette année il y a une augmentation. J'aimerais savoir s'il y a quelque chose de particulier de prévu.

Monsieur Claude Gagnebin : il y a effectivement une dépense supplémentaire pour l'achat d'un four à céramique, si je ne me trompe pas.

5100.317.00 / Dédommagements (piscine/camps scolaires)

Monsieur Yann Chappatte : l'an dernier, lors de l'établissement du budget 2012, il avait été plébiscité l'augmentation des dédommagements piscine-camps scolaires. C'était un élément exceptionnel et je vois que ça se reporte en 2013. Je voulais savoir si c'était un simple report ou s'il y a une justification.

Monsieur Claude Gagnebin : il s'agit d'un contrat avec les CJ qui se reporte d'année en année. C'est le montant qui est donné maintenant comme référence.

590.351.01 / Participation aux traitements du corps enseignant

Monsieur Germain Jobin : dans le rapport du Conseil communal, c'est noté que la part aux frais de traitement des enseignants diminue quelque peu en raison de la diminution du nombre d'habitants. La diminution du nombre d'habitants est importante par rapport à l'année passée ?

Monsieur Claude Gagnebin : elle est relativement importante. On a été à 1160 habitants et cette année, on est descendu à 1140, voire 1135. Ce sont des départs qui sont un peu dus au hasard du calendrier.

CHAPITRE 6 / AIDE SOCIALE ET SANTE PUBLIQUE

Monsieur Yann Chappatte : il y a des augmentations significatives concernant l'aide sociale, tant au niveau jurassien que des autres cantons, de façon relativement significative. Je voulais savoir s'il y a une augmentation des coûts ou si ce sont simplement de nouveaux cas à charge de la Commune.

Monsieur Claude Gagnebin : il y a deux ans, vous savez que la Confédération a diminué les indemnités de chômage de 520 à 360 indemnités, si je ne me trompe pas. L'année dernière, on n'a pas eu de graves incidences, mais c'est maintenant que ces incidences commencent à se faire sentir. C'est-à-dire que de plus en plus de personnes arrivent en fin de droit et se retournent vers l'aide sociale. Là aussi, on a peu de marge de manœuvre. Le Conseil communal a une marge de manœuvre qui se limite à recommander le budget qui lui est présenté par rapport aux frais de loyer que la personne paie ou des dépenses de ce genre. Les montants minimaux qui sont calculés par l'aide sociale ne peuvent pas être discutés.

660.361.01 / Participation communale à l'AVS

Monsieur Yann Chappatte : il y a une augmentation conséquente chaque année. J'aimerais connaître la raison principale de cette augmentation significative. On a quand même passé de Fr. 236'000.00 en 2009 à Fr. 287'000.00 au budget 2013.

Monsieur Claude Gagnebin : j'aimerais bien le savoir. Ce n'est pas moi qui décide de ces chiffres-là, c'est le Canton qui nous les donne, on doit les mettre au budget, c'est tout ce qu'on peut faire. On peut éventuellement faire recours quand on reçoit la décision, mais on a peu de chance de pouvoir obtenir gain de cause. Ce sont simplement les coûts de l'AVS/AI/APG qui sont reportés à la charge des communes.

662.366.00 / Subvention pour nouveaux logements

Monsieur Yann Chappatte : il y a une augmentation par rapport à 2009, 2010, 2011 et 2012, j'en aurais voulu connaître la raison. On a changé le règlement et, théoriquement, il y aurait dû avoir des baisses de subventions. J'aimerais savoir comment ce chiffre est calculé et s'il est en lien avec la nouvelle zone. Si c'est le cas, je me pose la question de savoir si on a prévu le pendant, c'est-à-dire les impôts et toutes les taxes y relatives : eau, Step, impôts, etc. J'ai juste été surpris du chiffre. Puisqu'avec le changement de règlement et l'impossibilité aujourd'hui d'avoir de nouveaux bâtiments, je suis surpris que ce soient uniquement les assainissements qui permettent d'atteindre ce chiffre relativement élevé qui, je le répète, est nettement plus élevé que les 4 dernières années.

Monsieur Claude Gagnebin : on a des projets qui sont encore sous le coup de l'ancien règlement qui seront réglés l'année prochaine. C'est-à-dire qu'on ne paie pas les

subventions aussi longtemps que les taxes communales n'ont pas été calculées. Malgré le fait que notre zone de constructions ne soit pas encore opérationnelle, on a tout de même eu des constructions de nouveaux immeubles qui font que les subventions pour les enfants ne sont, par exemple, pas discutées. Chaque famille qui construit un nouvel immeuble a droit à une subvention de Fr. 2'500.00 par enfant. Ces cas-là seront payés l'année prochaine. Je préciserai aussi qu'il y a cinq ans, le montant qui figurait à ce poste était de Fr. 100'000.00, voire de Fr. 150'000.00, il ne faut peut-être pas l'oublier.

CHAPITRE 7 / ECONOMIE PUBLIQUE

710.365.07 / Subventions aux transports publics

Monsieur Yann Chappatte : j'aimerais connaître la cause de l'augmentation. Il y a quelques années, on était à Fr. 2'000.00. On est passé à Fr. 16'000.00, je sais que c'était en lien avec la liaison Car postal Biaufond – La Chaux-de-Fonds. Maintenant, on passe à Fr. 26'000.00 et j'aimerais savoir ce que cela concerne.

Monsieur Claude Gagnebin : outre la liaison Car postal, vous savez que depuis l'année 2011 ou 2010, la Commune participe aux frais des transports publics du Canton, notamment pour la ligne des CJ Glovelier – La Chaux-de-Fonds. Pour l'année prochaine, nous avons reçu la même lettre du Canton qui nous disait que nous devons tenir compte d'une augmentation de 40 %.

710. / Tourisme

Monsieur Daniel Hubleur : j'ai juste une question concernant le titre « Tourisme » que je ne comprends pas. Je ne vois pas ce que les subventions aux transports publics font avec le tourisme, ni les cotisations à l'association des maires.

Monsieur Claude Gagnebin : c'est une situation que j'ai reprise quand j'ai commencé. On peut peut-être changer le titre ou quelques contributions, mais ça restera sous un poste 710 ou un poste qui commence par 7. Ça, il faut que je regarde par rapport au plan comptable si je peux améliorer la situation. Je prends note.

CHAPITRE 8 / FINANCES

Monsieur Yann Chappatte : je rebondis sur la remarque faite préalablement par Monsieur Vincent Berger. A l'époque, quand on avait fait une année exceptionnelle en 2009 pour différentes raisons, notamment grâce à un gagnant de l'Euromillions qui n'a pas fait long feu mais qui nous a laissé beaucoup d'impôts, on avait décidé de créer un fonds de réserve pour faire face aux années futures qui seraient plus difficiles en terme de péréquation financière puisqu'on allait être lésé vu l'amélioration de la situation financière de notre Commune. Sans vouloir mettre à charge l'intégralité de ces provisions, mais comme on est maintenant dans cette situation où on est pénalisé par les exercices antérieurs, je me pose la question de savoir pourquoi on n'utiliserait pas une partie de ce fonds puisqu'il est à disposition. Ce n'est qu'un artifice comptable et ça ne change pas la lecture du chiffre tout en bas à droite, mais je pense que si ce fonds a été créé une fois, c'est judicieux de l'utiliser lorsqu'on en a besoin. Je partage l'avis qui consiste à dire que le budget de ce soir est relativement pessimiste, mais je pense que l'utilisation de Fr. 100'000.00, c'est-à-dire de un cinquième de la réserve qui avait été créée serait tout à fait pertinente. C'est une proposition, tout en sachant que le Conseil l'utilisera à bon escient si nécessaire en fin d'année.

Monsieur Claude Gagnebin : on peut très bien faire cela si la proposition de Monsieur Chappatte est acceptée.

Au vote, la proposition de Monsieur Yann Chappatte est acceptée par 16 voix.

810.322.00 / Crédits de construction

Monsieur Cyril Jeanbourquin : on avait Fr. 9'400.00 l'année passée et on a Fr. 30'200.00 cette année. Pourquoi ?

Monsieur Claude Gagnebin : on a des crédits ouverts pour le Plan percé, pour la halle de gymnastique. On a commencé à dépenser l'argent et il faut payer les intérêts.

CHAPITRE 9 / IMPOSITIONS

911. / Variations impôts ordinaires années antérieures

Monsieur Yann Chappatte : c'est une question de principe et de compréhension de fonctionnement. Ça a été relevé par Monsieur Hubleur qui a communiqué qu'on avait effectivement toujours de bonnes surprises, tant mieux, mais on peut se poser certaines questions quant à ces bonnes surprises dont on bénéficie toujours. Néanmoins, dans le poste global 911, les chiffres qu'on attend en termes de diminutions, que ce soit pour les personnes physiques ou morales, respectivement les augmentations d'impôts, même si on exclut les années exceptionnelles, les chiffres me paraissent tout simplement pessimistes. C'est pourquoi, je l'ai évoqué avant, on a un budget pessimiste. Je n'ai pas de souhait de modification de valeur, mais je voulais vous rendre attentifs que ce poste, en excluant les éléments exceptionnels des années antérieures, est souvent beaucoup plus favorable que ce que laisse transparaître le budget.

CHAPITRE 10 / SERVICES COMMUNAUX

1400.390.04 / Imputations internes (dépréciations)

Monsieur Yann Chappatte : j'ai encore une question, je suis désolé, mais j'en ai eu plusieurs en étudiant ce budget. Les amortissements continuent d'augmenter pour la Step. Ce qui me perturbe c'est qu'on avait déjà mis, l'année précédente, tout en service au niveau des stations d'épuration. Ça me surprend qu'on doive encore augmenter cet amortissement. Est-ce qu'il y a une partie des coûts qui est venue se greffer après coup ou est-ce qu'on avait pris des montants trop faibles les années antérieures ? C'est certes très faible, mais on a quand même passé de Fr. 28'000.00 à Fr. 40'650.00.

Monsieur Claude Gagnebin : ce chiffre n'est peut-être pas tout à fait définitif, mais je rappelle qu'on a fait un investissement au Jourez pour le remplacement de la conduite d'épuration. C'est cette conduite qui grève le budget pour le compte de l'épuration. Ces conduites-là ne doivent pas être amorties en cinquante ans, mais en vingt ans.

116.436.02 / Caisse de pension et de prévoyance

Monsieur Yann Chappatte : sur la base de ce qui a été décidé, je demande une modification au budget puisqu'on a un élément en page 5 qui n'était pas correct pour la Caisse de pension et prévoyance. Il faut tout simplement corriger le chiffre de Fr. 47'200.00, le réduire de Fr. 11'800.00 pour le porter à Fr. 35'400.00.

Monsieur Claude Gagnebin : j'ai pris note, c'est en ordre.

Monsieur le Président, Robert Claude : le caissier va me donner les chiffres finaux exacts.

Monsieur Claude Gagnebin : le total des charges s'élève à Fr. 5'243'250.00 pour un total de revenus de Fr. 5'152'080.00, ce qui donne un excédent de charges de Fr. 91'170.00 avec le prélèvement sur le fonds communal.

Monsieur Yann Chappatte : j'ai fait le même calcul et je n'arrive pas au même chiffre ; ça me perturbe. On n'a fait que deux corrections, on est bien d'accord ? J'arrive à Fr. 67'570.00.

Monsieur Yann Chappatte : je m'excuse, c'est bon, je me suis trompé.

Monsieur le Président, Robert Claude : l'excédent de charges s'élève donc à Fr. 91'170.00.

Au vote, le budget comportant les modifications précitées est accepté par 16 voix, sans avis contraire.

Donner connaissance du budget des investissements 2013

Personne ne souhaite s'exprimer.

8. Traitement de l'interpellation no 1 émanant du groupe PCSI intitulée « Bilan du Conseil général »

Monsieur le Président, Robert Claude : cette interpellation a été lue lors du dernier Conseil général, vous avez pu la lire dans le procès-verbal et, surtout, vous avez pu y répondre lors d'un questionnaire en tous-ménages. Cette interpellation émane du PCSI, plus spécialement de Monsieur Daniel Hubleur. Je donne la parole à Monsieur Hubleur s'il a quelque chose à ajouter.

Monsieur Daniel Hubleur : je n'ai pas grand-chose d'autre à ajouter. Je crois que mon interpellation était assez claire dans sa rédaction. Elle avait été déposée afin que tous les citoyens ou toutes les instances ayant un lien avec le Conseil général puissent donner un avis après douze ans d'activité. Comme l'interpellation en elle-même résume très bien toutes les questions, je ne veux pas reprendre ça en détail, je crois que ça ne sert à rien. Mais, une fois de plus, j'insiste, on regrette qu'on n'ait pas reçu plus d'informations concernant cette interpellation. On aurait bien aimé avoir, sous une forme récapitulative, un résumé des réponses données, notamment si le Conseil communal, les employés communaux, ainsi que les partis qui sont aussi interpellés par ce texte ont aussi donné des réponses. Pour le reste, on attend plus d'informations pour se prononcer.

Monsieur le Maire, Michäel Clémence : lors de la séance du Conseil général du 2 juillet, une interpellation du groupe PCSI mandatait le Conseil communal pour établir un bilan des douze années de fonctionnement du Conseil général. Le Conseil communal, par l'intermédiaire de tous-ménages, demandait à la population de répondre à un questionnaire relatif au Conseil général. 18 est le nombre de formulaires rentrés : impossible de tirer des conclusions avec si peu de retours. Une nouvelle tentative permit de récolter 17 nouvelles réponses, soit un total de 35 dont 5 questionnaires anonymes. Ce qui représente 4.09 % du corps électoral. 23 questionnaires émanaient de personnes qui n'occupent pas de fonction publique pour l'instant. Voici les questions posées :

- Etes-vous satisfait du Conseil général ? : 23 oui, 11 non.
- Avez-vous le sentiment que les Conseillers généraux travaillent les dossiers avec sérieux ? : 19 oui, 6 non.
- Estimez-vous que le Conseil général a rempli son mandat ? : 23 oui, 9 non.

- Après trois législatures, souhaitez-vous que le Conseil général perdure ? : 21 oui, 12 non.
- Pensez-vous qu'il faille revenir aux assemblées communales ? : 11 oui, 21 non.

Dans le chapitre des remarques, trop d'absentéisme des Conseillers généraux lors des séances ! Ce qui est totalement faux puisque les séances sont suivies avec un taux de plus de 85 %. Une autre remarque, je cite : « pour les futures votations, accepter les gens compétents et ne pas voter les gens tacitement, car ceux-là ne seraient pas élus normalement ». Bien sûr, ce formulaire était anonyme. Par contre, une remarque mérite néanmoins notre attention. Elle concerne le manque d'information de la part des autorités. Voir si on peut améliorer ça. Mais il faut relever que la presse régionale est invitée à chaque séance et on peut lire dans certains journaux deux articles : un avant la séance où l'ordre du jour (ou une partie) est relaté et, le lendemain, un récapitulatif des débats de la séance du Conseil général. Suite à l'analyse des réponses, on peut considérer que le Conseil général doit être maintenu. Il n'y a pas eu une levée d'opposition à cette institution. Revenir au système des assemblées communales pour avoir une moyenne de 15 personnes par séance ne me paraît pas opportun.

Monsieur Daniel Hubleur : est-ce qu'on peut avoir l'avis du Conseil communal ?

Monsieur le Maire, Michäel Clémence : je répète, suite à l'analyse des réponses, on peut considérer que le Conseil général doit être maintenu. Il n'y a pas eu une levée d'opposition à cette institution. Revenir au système des assemblées communales pour avoir une moyenne de 15 personnes par séance ne me paraît pas opportun. Au niveau du Conseil communal, nous sommes tout à fait satisfaits du Conseil général, malgré quelques défauts, mais on fait avec.

Monsieur Gabriel Bilat : il fallait répondre en mettant son nom. Je pense que ça n'était pas vraiment judicieux de faire un sondage dans ce sens-là. Les gens auraient dû pouvoir répondre d'une manière anonyme. Ils ont reçu un questionnaire dans leur boîte aux lettres et s'ils avaient pu répondre anonymement, ça aurait peut-être un petit peu changé le nombre de questionnaires rentrés.

Monsieur Daniel Hubleur : je ne suis pas du tout du même avis. A un moment donné, si les citoyens veulent reprocher quelque chose sur l'organisation du Conseil général, on ne peut pas se baser sur des réponses anonymes. En effet, une même personne peut envoyer 15 réponses et on ne pourra en tirer aucune conclusion. Par contre, je ne peux que regretter le peu de réponses puisque, c'est vrai, on entend quand même assez souvent dire que ça a perdu beaucoup d'intérêts dans la population du fait qu'il y a le Conseil général. J'aurais bien aimé que plus de personnes répondent. On peut constater simplement qu'il y a un désintérêt total pour la chose publique et ça, ça ne fait que confirmer cette tendance. Je remercie le Conseil communal d'avoir fait diligence, d'avoir envoyé ça rapidement. C'est une expérience qu'on pourrait faire éventuellement pour d'autres sujets.

Monsieur Marcel Barthoulot : vous avez remarqué qu'on reproche certaines choses au Conseil, qu'on n'est pas assez explicite. Il faut absolument qu'on mette sur Internet, mais qu'on ne le mette pas un mois après. Ça serait déjà une chose valable de pouvoir beaucoup travailler avec Internet. Moi, personnellement, je ne le regarde pas, je m'informe avec les journaux. Mais, la solution, ce qui serait bien, c'est de transmettre les informations que Monsieur le Maire fait le soir dans la lucarne publique et que Monsieur Tout-le-Monde puisse les voir. Mais, j'estime que les gens qui veulent bien s'informer et qui veulent quelque chose peuvent le faire. Au Conseil général, on a des Conseillers, on a un Secrétariat communal et si quelqu'un veut savoir quelque chose de la part de la Commune, il peut aussi s'informer par lui-même.

Monsieur Cyril Jeanbourquin : il me semble qu'on reçoit un avis officiel à chaque fois qu'il y a de gros projets. Si chaque personne de la Commune lisait son avis officiel, ça reprendrait aussi bien du « peps » question vie publique, c'est sûr.

Monsieur le Président, Robert Claude : vu le grand résultat, je pense qu'on va continuer comme ça, à moins que quelqu'un demande une votation. Ça ne semble pas être le cas.

Monsieur le Président, Robert Claude : nous sommes arrivés au terme de notre ordre du jour. Janvier 2001 : 21 Conseillers siégeaient pour la première. 12 ans après, ils ne sont plus que 4 à avoir répondu présents à 49 Conseils généraux. Si l'on compte un soir pour lire les dossiers, un soir pour la réunion du parti, un soir pour le Conseil général et un soir pour lire le procès-verbal, cela représente environ 200 soirées pour le Conseil général. Président en 2004, 2005 et 2010, soit 7 ans au bureau, notre fontainier communal s'est investi pour éviter toute fuite au Conseil général. Président en 2006 et 2009, ce comptable a su surveiller tous les chiffres du Conseil général. Chef et rapporteur du groupe PDC, nous avons dû remettre à l'ordre notre garde-police qui oubliait qu'un Conseiller général a droit à 2 fois la parole par point de l'ordre du jour. Chef du groupe PCSI, il était parfois fatigant de suivre toutes ces longues discussions. Jean-Maurice, Yann, Guillaume et Denis arrivent au terme de leur 3^{ème} mandat. Toujours disponibles, ils se sont investis sans compter pour le bien de la Commune. En plus du Conseil général, ils ont toujours fait partie d'au moins une commission. Pour vous remercier de votre engagement, je vous demande de bien vouloir venir vers moi pour que je puisse vous remettre une petite attention.

L'année 2012 a été une année bien remplie. Elle est partie sur les chapeaux de roue pour l'avenir de la Commune. Ce qui me déplaît, c'est le temps entre la décision du Conseil général, voire la votation du peuple et le premier coup de pioche. Par contre, pour un Conseil général extraordinaire, là, tout est allé très vite. C'est là que l'on voit : s'il y a urgence, le Canton peut répondre rapidement et n'est pas obligé de laisser dormir les dossiers. Je remercie toute l'organisation du dîner des aînés. Malheureusement, je n'ai pas pu y participer pour des raisons professionnelles de dernière minute. Nous arrivons au terme d'une période électorale et de grands projets sont en cours pour la nouvelle équipe. La halle de gymnastique qui avance lentement, les chemins, bientôt la viabilisation de la 2^{ème} zone à bâtir, etc. A ce titre, je tiens à féliciter et remercier tous les membres de toutes les commissions. Je remercie Monsieur le Maire, la Conseillère communale, les Conseillers communaux et tout le personnel communal pour le dévouement et le travail accompli en 2012. Je remercie spécialement Guillaume pour ses 18 années passées à la Commune et lui souhaite une bonne retraite. Je remercie toutes les Conseillères et tous les Conseillers qui nous quittent ce soir et je souhaite bon vent à la nouvelle équipe. A vous tous et à tous vos proches, je vous souhaite de belles fêtes de fin d'année et une excellente année 2013.

Madame Josiane Moser : à mon tour, je vais adresser des remerciements au Président du bureau pour tout le travail effectué durant cette année. J'avais toujours souci qu'il ait une vache qui vèle et que je doive le remplacer au dernier moment. Ça n'a pas été le cas, elles ont été très sages.

Monsieur le Président, Robert Claude : comme je vous ai dit l'année passée, j'étais néophyte, j'ai essayé de faire de mon mieux, du mieux que je pouvais et j'espère que vous n'êtes pas trop déçus de mon travail.

Monsieur le Maire, Michäel Clémence : nous voilà arrivés à la fin. Non pas à la fin du monde, ça c'est dans 11 jours ! Mais à la fin d'une législature riche en événements, en décisions pour notre Commune. Je tiens, au nom de la population, à vous remercier de

votre investissement pour la collectivité durant ces années, pour certains membres du Conseil général et communal, une bonne retraite politique et, pour les autres, je leur donne rendez-vous en début d'année pour une période de cinq ans. Mesdames, Messieurs, je vous souhaite à vous et à vos familles de bonnes fêtes de fin d'année, de la santé, du travail, pas trop quand même, et que vos projets familiaux et professionnels se réalisent. Bonne fin de soirée. Une petite verrée vous est offerte.

Monsieur le Président, Robert Claude : je clos la séance et vous souhaite une bonne fin de soirée, un bon retour chez vous. On remercie la Commune pour la petite verrée.

La séance est levée à 22 h 30.

Au nom du Conseil général

Les Bois

Le Président: La Secrétaire :